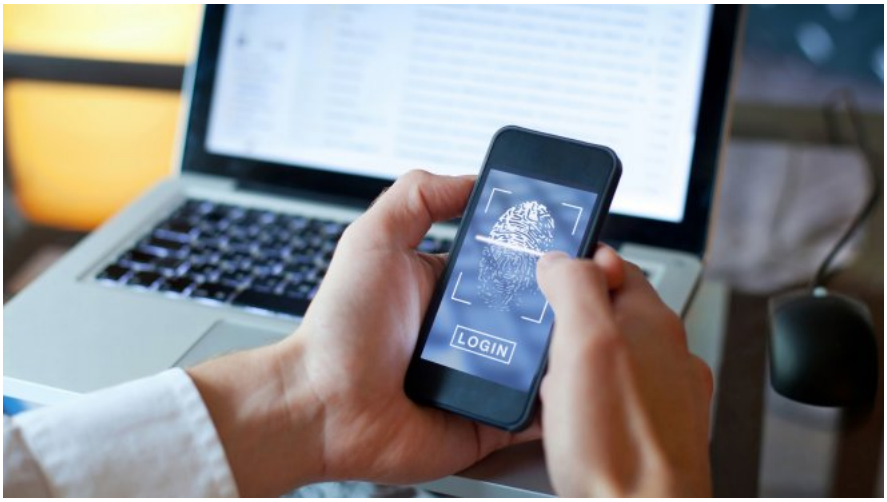
economiesuisse



Une base pour une identité électronique sûre

L'automne dernier, au terme de longues délibérations, le Parlement a adopté la loi sur l'identité électronique. Ce texte sera soumis au vote, ce qui aura le mérite de clarifier les choses, ce dont l'économie se félicite. Le compromis élaboré constitue une bonne base; il intègre de nombreuses exigences et élimine des réserves.

L'identité électronique (e-ID) facilite l'identification sur internet ainsi que les échanges avec les pouvoirs publics. Un nombre croissant de transactions étant effectuées en ligne, cela accroît le besoin d'une identité électronique sûre, contrôlée par l'État. Dans la mesure où il est difficile de vérifier l'identité d'une personne directement sur internet, les entreprises et les administrations ont besoin d'un moyen électronique fiable pour identifier les personnes. Cela est également dans l'intérêt de tous les utilisateurs, car les solutions imparfaites utilisées, tels que les logins de grandes plateformes internet, ne sont pas sûres et des données sont transmises à l'étranger.

LA SECURITE, BASE DE CONFIANCE

La sécurité juridique et la confiance sont des conditions indispensables au bon fonctionnement des procédures commerciales et administratives – en particulier dans le monde numérique. L'identité électronique crée les bases pour un login reconnu par l'État auquel la population pourra se fier. S'agissant des données, le projet établit un niveau de protection élevé. Il charge par ailleurs une instance de surveillance indépendante d'examiner des questions liées à ce thème. Cela ouvre

la voie à de nombreuses nouvelles applications et soulage tout à la fois les consommateurs, les autorités et les entreprises. La place économique suisse s'en trouvera renforcée.

UNE VOTATION SALUEE

L'économie suisse s'est engagée depuis le début en faveur de bases légales pour l'introduction d'une identité électronique. Des mesures s'imposent dès lors que de nombreux autres pays ont introduit un instrument comparable. Le Parlement a préparé le terrain pour une solution ciblée et ainsi comblé des lacunes. Ce texte sera soumis au vote, ce qui aura le mérite de clarifier les choses, ce dont l'économie se félicite. Les milieux économiques sont confiants que la majorité des citoyens voudront créer des bases légales pour une identité électronique contrôlée par l'État.